



«Au Cap-Vert, nous avons commencé l'éducation universelle en 1975; le Cap-Vert est proche de l'objectif du Millénaire pour le développement en matière d'éducation primaire.»

SELON LE MINISTRE DES FINANCES DU CAP-VERT, Cristina Duarte, l'engagement politique et des institutions solides sont la clé de la gestion des défis imminents de l'inégalité économique, des mouvements financiers illicites et du changement climatique en Afrique.

Duarte a annoncé sa candidature, l'année prochaine, à la présidence de la Banque africaine de développement à la fin du mandat de l'actuel Président de l'institution, Donald Kaberuka; elle est ravie d'utiliser les expériences du Cap-Vert pour promouvoir le développement sur le continent.

S'exprimant en marge du Forum africain pour le développement, organisé à Marrakech par la Commission économique pour l'Afrique, Duarte insiste que les solutions aux problèmes tels que l'accroissement des inégalités au sein des économies africaines à forte croissance sont bien connus.

Elle ajoute que lutter contre l'inégalité économique n'est pas une question technique; tout le monde sait s'y prendre. C'est plus une question de volonté politique de le faire et d'accepter aujourd'hui que l'Afrique doit adopter une bonne gouvernance, une responsabilisation et une transparence transfrontalières, dit-elle.

«La première étape est d'appliquer les éléments fondamentaux. Ne commencez pas à raisonner sur des questions plus complexes si vous n'avez pas fait l'essentiel: consolidation macroéconomique, stabilité du coût public,

Duarte: L'importance accordée aux Institutions pour le développement

Selon le ministre des finances du Cap-Vert, la gouvernance et la réforme institutionnelle sont au cœur des solutions préconisées pour la fuite et les inégalités de revenus en Afrique.



stabilité sociale. Vous devez investir dans l'éducation et la santé ... [Lutter] contre l'inégalité requiert une volonté politique, une bonne gouvernance, un engagement».

Elle ajoute que ces principes de transparence et de bonne gouvernance sont peu à peu... encrés dans notre système.

Duarte explique que Le Cap-Vert est un petit pays insulaire sans beaucoup de ressources naturelles qui a atteint le statut de pays à revenu moyen et figure dans le classement «Doing Business» de la Banque mondiale après un certain nombre de réformes de sa réglementation et de l'environnement des affaires. Des institutions fortes et des investissements dans les capacités institutionnelles ont soutenu son développement et jeté les bases d'une croissance future. Cela montre que le pays peut éviter le soi-disant «piège de pays à revenu intermédiaire», pour les pays qui peuvent atteindre un certain niveau de développement, mais sont incapables de passer à l'étape suivante en raison d'un manque de différenciation ou de spécialisation.

Elle dit que la Banque mondiale les avait mis en garde contre ce piège de «pays à revenu intermédiaire». Elle ajoute que sa réponse à eux est très claire. Un des avantages concurrentiels du Cap-Vert d'éviter ce piège fut cet exploit réalisé. Vous devez être cohérent du point de vue de la politique publique. C'est souvent ce qu'il manque un peu à l'Afrique. Si vous donnez de la crédibilité à votre vision, donnez-vous le moyen de trouver une sortie».

La même chose est vraie pour résorber les problèmes du continent avec les mouvements financiers illicites. Des milliards de dollars sont perdus chaque année, ce qui Duarte attribue également à une faiblesse des institutions.

«S'il existe un dysfonctionnement dans votre pays: aucune application de loi, aucun cadre réglementaire, aucun investissement dans les institutions, croyez-moi, le secteur privé lui-même ne sera pas le moteur pour résoudre les problèmes de mouvements financiers illicites. Selon moi, pour lutter contre les mouvements financiers illicites, nous devons miser sur les institutions.

This process of institutional reform and improvement will not be quick, Duarte says, but it will bear fruit in the end. Ce processus de réforme institutionnelle pour le meilleur ne se fera pas rapidement mais finira par porter ses fruits à la fin, selon Duarte.

Elle ajoute que les institutions fortes requièrent un capital humain important. Afin de disposer d'un capital humain important, vous devez commencer à investir car c'est un long processus. «Au Cap-Vert, nous avons commencé l'éducation universelle en 1975; le Cap-Vert est proche de l'objectif du Millénaire pour le développement en matière d'éducation primaire. Vous ne pouvez pas créer d'institutions en un seul jour». — PG

«Lutter contre les inégalités requiert une volonté politique, une bonne gouvernance, un engagement»



Sénégal Mobiliser le secteur privé national et étranger



Pour financer son programme de développement économique, le Sénégal cherche à mobiliser les financements privés.

AFIN DE FINANCER SON DÉVELOPPEMENT, LE SÉNÉGAL multiplie les initiatives. Partenariats public-privé, recours aux capitaux internationaux, taxes aéroportuaires, etc., concourent au financement des infrastructures.

Pour financer son programme de développement économique et social, dont l'agriculture, les infrastructures, les mines, les TIC, le tourisme et l'habitat constituent les axes principaux, le Sénégal cherche à mobiliser les financements privés. « Nous comptons élargir et améliorer l'implication du secteur privé national et étranger dans la réalisation de nos infrastructures publiques », indique le président Macky Sall. C'est ainsi que le Sénégal a noué des partenariats public-privé (PPP) dans les secteurs routier, énergétique, ou encore immobilier, avec des sociétés marocaines notamment. Au-delà des PPP, le pays envisage d'autres modes de financement. « Avec le secteur privé, nous avons une approche de développement urbain, poursuit Macky Sall qui cite en exemple la nouvelle ville de Diamniadio, « déjà achevée et qui se dotera d'un grand centre de conférences internationales ». Le Sénégal va bientôt concrétiser un projet de train express reliant Dakar et son nouvel aéroport international, qui emprunte une voie de près de 45 km. Le nouvel aéroport, opérationnel en 2015, a été financé grâce à un mécanisme novateur à travers une redevance de développement des infrastructures aéroportuaires, prélevée sur les billets d'avion des passagers utilisant les autres aéroports du pays.

D'autres sources de financement offrent des perspectives prometteuses. Dont le transfert des migrants, estimé au Sénégal à plus de deux milliards de dollars par an, soit davantage que l'aide publique au développement. Ce sujet est au centre des Assises de cette neuvième édition du African Development Forum. — JF & PG